



Déclaration liminaire du 17/10/2024

Monsieur le Recteur,

On ne peut pas faire mieux avec moins. A l'heure où le budget est débattu à l'Assemblée Nationale, l'Éducation Nationale s'annonce déjà la grande perdante d'une logique comptable.

Alors que, comme le souligne l'alerte intersyndicale, toutes les études internationales reconnaissent le système éducatif français comme étant l'un de ceux où les inégalités scolaires se creusent et sont particulièrement marquées socialement, où les enseignant-es travaillent plus pour un salaire inférieur, où les classes sont chargées, on nous demande d'en faire plus.

Alors que nous croulons sous les Registres Santé, Sécurité et Conditions de travail reflétant les profonds malaise et mal être des agent.e.s, que les démissions et ruptures conventionnelles se multiplient, que nous peinons à avoir un enseignant devant chaque classe, qu'il n'y a pas suffisamment de candidats inscrits aux divers concours, on nous demande d'en faire plus.

Alors que le choc des savoirs contraint les emplois du temps des enseignants, allonge ceux des élèves, réduit les activités périscolaires et crée des contraintes supplémentaires pour tout ce qui ne relève pas du cours stricto sensu mais fait partie de l'éducation, à l'exemple des sorties scolaires ou encore de l'Evars, que certains enseignants deviennent bivalents pour conserver leur poste, on nous demande d'en faire plus.

Alors que la plupart des AESH ne sont toujours pas passé.e.s à une quotité de 62 %, qu'ils et elles le demandent comme le prouve l'enquête que nous avons lancée il y a peu avec 83 % de répondant qui souhaiteraient cette augmentation, (l'académie leur refuse ce passage à 62 % même pour celles et ceux qui demandent 1 % d'augmentation de quotité pour travailler 24 h au lieu de 23 h 31 , ce pour être présent.e.s sur la totalité du temps de présence des élèves) et que de plus en plus d'élèves en attente d'ITEP ou d'IME restent scolarisés en milieu ordinaire, on nous demande d'en faire plus.

Alors que la REP+ devrait être une priorité, on envisageait encore le mois dernier dans l'Aube de couper un collège en deux, le temps de sa reconstruction et d'envoyer les agent.e.s et élèves dans deux collèges de REP+, augmentant ainsi leur effectif de 50 %, avec un espoir de fuite dans le privé pour réguler cette situation, le tout au nom d'une économie de préfabriqués, on nous demandait encore d'en faire plus avant que ce projet ne soit abandonné.

Monsieur le Recteur, l'objectif de cette déclaration n'est pas de dresser un tableau apocalyptique de la situation ou de blâmer une politique locale dont la plupart des décisions se font en fonction de lignes politiques et budgétaires nationales mais plutôt de justifier le sentiment qui vient des remontées de terrain que nous avons : une lassitude générale doublée d'un sentiment de mépris à l'égard des agent.e.s, à force de nous demander de faire toujours plus avec toujours moins.